

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Les leçons de la crise grecque

- Economie -

Date de mise en ligne : mercredi 29 février 2012

Démocratie & Socialisme

La crise grecque est loin d'être terminée. Il est néanmoins possible de tirer un bilan provisoire sous forme de 6 leçons. Cet article, paru dans la revue Démocratie&Socialisme n°192 (février 2012), a été réactualisé pour cette lettre de D&S.

1. La troïka (FMI, Union européenne, Banque centrale européenne) n'hésite pas à plonger la population grecque dans le chaos social pour tenter de sauver la finance

Sonia Mitralia, membre du comité grec contre la dette a prononcé le 24 janvier un discours devant le Conseil de l'Europe à Strasbourg. Elle déclarait notamment :

« Les salaires et les retraites sont amputés de 50 % et même dans certains cas, de 70 %.

La malnutrition fait des ravages parmi les enfants de l'école primaire, la faim fait son apparition surtout dans les grandes villes du pays dont le centre est désormais occupé par des dizaines, de milliers de SDF misérables, affamés et en haillons.

Le chômage atteint désormais 20 % de la population et 45 % des jeunes (49,5 % pour les jeunes femmes).

Les services publics sont liquidés ou privatisés avec comme conséquence que les lits d'hôpitaux sont réduits (par décision gouvernementale de 40 %, qu'il faut payer très cher même pour accoucher, qu'il n'y a plus dans les hôpitaux publics de pansements ou de médicaments de base comme des aspirines. L'Etat grec n'est toujours pas capable, en janvier 2012, de fournir aux élèves les livres de l'année scolaire commencée en septembre passé.

Des dizaines de milliers de citoyens grecs handicapés, infirmes ou souffrants de maladies rares se voient condamnés à une mort certaine et à brève échéance après que l'Etat grec leur a coupé les subsides et les médicaments.

Le nombre de tentatives de suicide s'accroît à une vitesse hallucinante, comme d'ailleurs des séropositifs et des toxicomanes abandonnés désormais à leur sort par les autorités... »

Les termes de « plans d'austérité » ou de « plans de rigueur » sont inadéquats. Ils suggèrent une forme d'ascèse librement acceptée, un passage qui serait difficile mais nécessaire. Cela n'a rien à voir avec la réalité. **Ces plans sont des plans de destruction sociale.**

Nous sommes ramenés plus d'un siècle en arrière lorsque les libéraux ne cachaient pas qu'ils croyaient que seule la faim pouvait pousser les salariés à travailler. Aujourd'hui, c'est le peuple grec qui subit la loi de la finance dans toute sa barbarie. Demain, ce sera le tour du Portugal, de l'Irlande, de l'Espagne, de l'Italie, de la Belgique, de la France...

2. Les plans de destruction sociale de la troïka enfonce la Grèce et l'Union européenne dans la

récession

La Grèce subira en 2012 sa cinquième année de récession consécutive. En 2011, son PIB a diminué de près de 6 %. L'année 2012 sera encore pire.

Cette récession n'est pas due à la fatalité mais aux plans de destruction sociale successifs imposés à la Grèce. Ces plans massacrent la consommation intérieure. Le chômage dépasse les 22 % de la population et atteint 45 % chez les jeunes. La récession entraîne une baisse des recettes publiques (impôts, cotisations sociales) et donc une augmentation du déficit public et de la dette publique malgré les coupes opérées dans les dépenses.

La combinaison des plans de destruction sociale imposés à la Grèce à des plans, moins barbares, mais de même nature, imposés aux autres pays européens généralise la récession à toute l'Union européenne et aggrave la récession subie par chaque pays qui voit, ainsi, sa demande extérieure diminuer. Même l'Allemagne est maintenant touchée par la récession.

C'est le cas, en particulier, des pays les plus fragiles de la zone euro.

Le Portugal subira en 2012 la pire récession (de l'ordre de 5 %) depuis la sinistre récession de 1975. Dès juin 2011, le nouveau Premier ministre de droite, Pedro Coelho, annonçait deux « *années terribles* » de récession et de chômage alors que le chômage (officiel) dépasse déjà les 13 % de la population active.

C'est aussi le cas de l'Espagne. « *Le premier trimestre va être très dur, très dur* » affirmait, le jeudi 2 février, le ministre de l'Economie à la radio Onda Cero. Le FMI prévoit une contraction du PIB espagnol de 1,7 % en 2012. Le déficit public de 2011 devrait s'élever à 8 % au lieu des 6 % prévus. L'Institut national de statistiques (INE) souligne la situation des familles au bord de la dérive sociale. Dans 1,6 millions de foyers espagnols, tous les membres sont au chômage. 1/3 des 5,27 millions de chômeurs ne bénéficie d'aucune aide sociale de l'Etat. 22,85 % de la population (chiffre officiel) est au chômage et 51,4 % des moins de 25 ans.

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, manque de s'étouffer en évoquant le « puits sans fond » de la dette publique grecque. Il oublie toutefois de préciser que ce sont les plans de destruction sociale de l'UE et du FMI qui ont creusé ce trou depuis 2010 en plongeant progressivement tous les pays européens dans la récession.

Il suffit de constater l'évolution des dettes publiques des pays européens les plus fragiles pour constater l'effet désastreux des plans de destruction sociale imposés par la troïka. En 2010, la dette publique de la Grèce s'élevait à 140 % de son PIB, celle du Portugal à 91 % de son PIB, celle de l'Irlande à 96 % et celle de l'Espagne à 60 %.

Aujourd'hui, la dette publique de la Grèce atteint 162 % de son PIB, celle du Portugal 110 %, celle de l'Irlande 105 % et celle de l'Espagne 66 %.

Nous sommes au bord du précipice et Merkozy nous proposent de faire un grand pas en avant !

3. Les banques se gavent aux dépens des populations européennes

Le nouveau plan d'aide à la Grèce, prévu par la troïka, doit renforcer le capital des banques grecques d'un montant

de 40 milliards d'euros pour compenser les pertes de 50 à 70 % de la valeur des titres grecs qu'elles possèdent. Ce sera à l'ensemble du peuple grec de payer rembourser ses 40 milliards d'euros et à subir le nouveau plan de destruction sociale, en contrepartie du prêt consenti par l'UE et le FMI.

La Banque centrale européenne (BCE) a, en décembre 2011, fourni 489 milliards de liquidité aux banques européennes sous forme de crédit à 3 ans au taux très bas de 1 %. Elle s'apprête à recommencer la même opération (pour un montant sans doute plus important encore) en mars 2012. Ces banques ont utilisé une partie de ces fonds pour acheter des titres italiens ou espagnols lors des dernières émissions de dette publique de l'Italie et de l'Espagne. Ces titres leur permettront d'empocher, chaque année, des taux d'intérêt de plus de 5 %.

Pendant combien de temps les peuples européens accepteront-ils d'être saignés à blanc pour enrichir les banques qui empruntent à 1 % à la BCE pour prêter à plus de 5 % aux États européens ?

4. Les plans d'aide à la Grèce sont des plans d'aide aux créanciers de la Grèce ; les banques, les assurances et les fonds spéculatifs

Les Grecs ne voient pas un centime d'euro des « plans d'aide » appelés par antiphrase « plans d'aide à la Grèce ». Les sommes versées par le FMI et l'UE vont directement dans les poches des créanciers de la Grèce, en particulier les banques et les assurances grecques mais surtout allemandes françaises, britanniques.

Les plans d'aide à la Grèce sont donc des plans d'aide aux créanciers de la Grèce : les banques, les assurances et les fonds spéculatifs. On comprend aisément pourquoi ils ne portent pas leur véritable nom.

Pour ceux qui douteraient de cette réalité, ils n'auraient qu'à se référer aux dernières déclarations de Sarkozy et Merkel. Ils ont souhaité que les sommes versées par l'UE et le FMI (par tranches successives) soient bloquées sur un compte séquestre « *pour être sûr que cet argent sera durablement disponible pour assurer les paiements du service de la dette du pays* ». Et éviter, sans doute, que quelques dizaines de milliers d'euros ne s'égarer pour aller financer des cantines ou des médicaments pour les hôpitaux grecs.

5. Rien n'empêche la Grèce de faire défaut, au contraire

Il est stupéfiant de constater l'arrogance des dirigeants européens qui affirment « perdre patience » face aux « attermoissements » des Grecs qui n'acceptent pas sans quelques réticences la ruine de leur pays.

C'est le monde à l'envers. Il suffirait que la Grèce affirme qu'elle va faire défaut de sa dette publique pour que l'on assiste aussitôt au spectacle des dirigeants européens et des banques européennes perdant brutalement leur superbe et acceptant, en toute humilité, de négocier la restructuration de la dette publique grecque, oubliant au passage toutes leurs prétentions à imposer leurs ignobles plans de destruction sociale.

La Grèce n'aurait rien à perdre, au contraire en faisant défaut de sa dette publique

Que pourrait-il, en effet, lui arriver de pire que ce qu'elle subit en se refusant à faire défaut ? Elle a, au contraire, tout

à gagner à une annulation unilatérale de sa dette publique. Elle serait libérée de la tutelle de l'UE et de ces plans de destruction sociale. Elle pourrait, enfin, renouer avec la croissance et satisfaire les besoins sociaux de sa population. Après la dénonciation de leurs dettes, l'Argentine et la Russie ont connu une croissance de plus de 6 % par an alors que les intérêts et le remboursement du capital de leurs dettes publiques les avaient, auparavant, plongées dans un profond marasme économique.

La Grèce risquerait de faire faillite ?

C'est une supercherie. Un épouvantail agité par les dirigeants européens et la quasi-totalité des médias.

Un Etat relève du droit international et a le droit souverain de faire défaut de sa dette c'est-à-dire de ne plus la rembourser et de ne plus payer les intérêts qui lui sont liés.

La faillite relève du droit privé et ne s'applique pas à un Etat. Nul n'a le droit de vendre un Etat par appartement pour l'obliger à rembourser sa dette s'il décide de faire défaut.

C'est justement parce que la Grèce ne fait pas défaut qu'elle est traitée comme une entreprise privée en faillite, que ses services publics sont vendus à l'encan et que ses créanciers peuvent lui imposer des plans de destruction sociale à répétition. Si la Grèce faisait défaut, elle serait cent fois mieux traitée et pourrait chasser de son sol les hommes et les femmes en noir de la troïka avec, dans leurs attaché-case, leurs plans de destruction sociale.

La Grèce risquerait de ne plus avoir accès aux marchés financiers ?

C'est une menace ridicule. Aujourd'hui, la Grèce ne pourrait pas se refinancer sur ses marchés à moins de 35 %. Les marchés financiers lui sont donc interdits. Mais si elle dénonçait une dette de 390 milliards d'euros, elle aurait tout le temps de relancer son économie, comme l'ont fait la Russie après 1998 et l'Argentine après 2001, puis de revenir sur les marchés financiers, si tel était son choix, mais avec des taux de 1 ou 2 %. Pour la finance, en effet, l'argent n'a pas d'odeur et elle sera toujours prête à faire crédit à un pays en plein développement et avec une dette publique considérablement allégée.

La Grèce serait obligée de quitter la zone euro si elle annulait sa dette publique ?

Mais où Sarkozy a-t-il lu cela, lui qui le premier a brandi cette menace ? Il n'y a rien qui permette de le faire dans les traités européens où ce cas de figure avait été résolument écarté par les pays signataires.

Comment, lui toujours si prompt à réclamer le respect des traités quand cela l'arrange, peut-il s'asseoir aussi délibérément sur les traités européens ?

Un défaut à l'initiative de la Grèce aurait, au contraire, des répercussions désastreuses pour la finance européenne

Les taux des dettes publiques italiennes et espagnoles augmenteraient brutalement.

L'Italie et l'Espagne serait dans l'obligation, soit de faire défaut, soit de faire appel au FMI et à l'UE. Mais le FMI et l'UE n'ont pas les moyens de faire face à une crise des dettes publiques espagnole et italienne. Le « pare-feu »

européen (le Mécanisme Européen de Stabilité) représente, au plus et sur le papier, 750 milliards d'euros, en ajoutant ce qui reste (théoriquement là encore) des ressources du Fonds Européen de Stabilité Financière. En additionnant une somme équivalente du FMI, le total n'atteindrait que de 1 500 milliards d'euros. La dette publique grecque s'élève à 390 milliards d'euros, les dettes espagnoles et italiennes cumulées à 2 850 milliards d'euros. Le « pare-feu » serait loin du compte ! Les banques européennes qui détiennent la plus grande partie des dettes italiennes et espagnoles se retrouveraient le dos au mur.

La crise grecque ferait tâche d'huile et la plupart des pays européens se verraient dans l'obligation d'annuler une bonne partie de leurs dettes.

Il suffit de se rappeler de la panique qui avait saisi Sarkozy et Merkel lorsque Papandréou avait brandi la menace (hélas passagère) d'un référendum grec pour comprendre à quel point ces Tartarins sont vulnérables.

Si les banques acceptent, aujourd'hui avec le dernier « plan d'aide » de perdre un peu plus de 70 % de leurs créances sur la Grèce c'est parce qu'elles détiennent des centaines de milliards d'euros de titres des dettes publiques italienne et espagnole et qu'elles veulent éviter de les perdre en laissant la crise s'étendre à l'Italie et à l'Espagne.

Le milliardaire américain Paul Getty l'avait compris il y a déjà quelque temps : « *Si vous devez mille dollars à votre banquier, il vous tient. Si vous lui devez un million de dollars, c'est vous qui le tenez* ». Et c'est des centaines de milliards d'euros que la Grèce doit à ses créanciers.

6. Il faut Annuler la dette grecque

Catherine Trautmann affirme que « *la Grèce se trouve poussée dans une spirale de l'austérité sans fin* ». Vincent Peillon va plus loin et estime qu'il faut « *annuler la dette grecque* ». Nous nous réjouissons de ces prises de positions qui rejoignent celles que nous défendions depuis 2010.

Oui, la dette publique de la Grèce ne pourra pas être remboursée et il faut l'annuler, avec tous les plans de destruction sociale imposés à ce pays. Mais il en va de même des dettes publiques de l'Irlande et du Portugal.

Quant aux dettes publiques des autres pays européens, il est urgent que soit posée publiquement la question de savoir quelle part de cette dette est légitime et laquelle ne l'est pas. Celle qui est due, par exemple, à la baisse continue des impôts des sociétés et des ménages les plus riches ou aux milliards d'euros dépensés pour les banques. Il n'est pas tolérable de subir des plans de destruction sociale à répétition dont l'objectif ultime est de tenter de sauver le modèle bancaire européen qui a fait faillite lors de la crise 2007-2008.

Jean-Jacques Chavigné